



**« Quels partenaires pour quel projet ? »
Pour une écologie radicale, sociale. De gauche.**

*Texte préparé pour les Journées d'été des Verts – Europe Ecologie
20 août 2010, Nantes*

**Par Corinne MOREL DARLEUX,
Secrétaire nationale au combat écologique du Parti de Gauche**

Chers amis, chers camarades des Verts et d'Europe Ecologie,

Merci de m'avoir invitée à débattre avec vous. Sur notre vision de l'écologie, notre rapport au productivisme ou à l'Europe... Et sans langue de bois.

L'été a été dense pour l'écologie. On a eu de bonnes nouvelles, comme dans le Vaucluse, où le projet de golf de Pierre Cardin sur des terres agricoles a été repoussé, ou à Bonn, où les recommandations de la Bolivie pour le climat semblent enfin avoir été entendues. En Équateur, c'est le fonds de financement international du projet Yasuni qui a enfin été créé avec le PNUD début août. C'est un projet qui nous tient à cœur au PG. Grâce à lui, c'est 410 millions de tonnes de CO2 qui vont être économisées, et 850 millions de barils de pétrole qui vont rester sous terre... Le hic, c'est que pendant ce temps là, de l'autre côté du Golfe du Mexique, la fuite de BP, elle, faisait couler le pétrole à flots ! Mais les États Unis n'ont pas le monopole des aberrations écologiques. A Notre Dame Des Landes, cet été, le projet d'aéroport, un projet inutile, coûteux et nuisible, a fait l'objet d'un obscur accord de financement, pour en plus finir dans les mains du groupe Vinci ! Toujours du côté obscur, la menace que fait planer le maïs T25 sur le moratoire des OGM en France... Et le rapport Roussely en a remis une couche sur le nucléaire. Enfin, sa synthèse, puisque le rapport est toujours classé top secret. Hausse des tarifs, prolongation de la durée de vie des centrales, mépris pour les travailleurs et la sécurité. C'est inadmissible, et le PG ne s'est pas privé de le dire.

On voit bien que pour le pouvoir en place, l'écologie, ça va bien tant qu'on ne touche pas aux intérêts des industriels. Et c'est encore mieux si ça peut enrichir ceux qui s'en mettent déjà plein les poches. En fait, c'est pratique : ce sont les mêmes qui polluent... et qui dépolluent. Ce qui permet à Laurence Parisot, la patronne du Medef, de dire que « un peu de croissance pollue, beaucoup dépollue »... C'est comme ça qu'on est passé du « green washing » à un véritable capitalisme vert où les multinationales mettent la main sur le marché juteux de l'environnement. Celui qui voit la pollution comme une source de profits, qui fait du CO2 un nouveau marché financier, qui s'accapare les terres des paysans pour produire de l'agroc carburant, ou lorgne sur le lithium de Bolivie et désormais d'Afghanistan pour les batteries des voitures électriques...

Alors quand certains disent que l'écologie est compatible avec le capitalisme... Au PG, nous pensons que non ! Et le laisser croire est illusoire, et dangereux, car c'est ouvrir un boulevard à la droite et aux libéraux. D'ailleurs, certains voudraient aussi nous faire croire que l'écologie est au-delà du clivage gauche-droite, une écologie hors sol en quelque sorte, voire même que ce clivage serait dépassé. Pardon ? En pleine crise économique, d'augmentation du chômage, de casse des retraites, des hôpitaux, de la justice et de l'éducation, en pleine attaque sécuritaire et xénophobe du gouvernement et de l'UMP contre les Roms, les immigrés, les jeunes, les vieux et les pauvres, la gauche et la droite ce serait pareil ? Désolée, mais pour nous c'est non, et ça le restera. On ne nous fera pas le coup de l'Italie où il n'y a plus de gauche digne de ce nom depuis sa brillante idée de s'allier avec les démocrates. Il est au contraire grand temps de se souvenir que la gauche et la droite, ce sont deux projets de société différents. Ça pourrait même ramener des électeurs aux urnes...

Il est de notre responsabilité à tou-te-s, en tant que militant-e-s écologistes, de faire en sorte que la prise de conscience, à laquelle les Verts ont tant contribué depuis 84, ne soit pas récupérée par les libéraux, les écotartuffes et les partisans du capitalisme vert !

Le Parti de Gauche défend au contraire une écologie radicale, sociale. De gauche.

Radicale, d'abord, au sens d'aller à la racine des choses. L'écologie politique part de la critique du système. Elle ne se contente pas de réparer les dégâts sur l'environnement sans en supprimer les causes. Sinon on n'est pas prêts d'en sortir.

Sociale, ensuite, parce que la répartition des richesses est au cœur du sujet. Comment demander aux plus pauvres de faire des efforts quand une oligarchie de riches s'expose dans les magazines sur leurs yachts et leurs jets privés ? Même la classe politique s'y met ! L'écologie politique, c'est aussi aller chercher l'argent là où il est. C'est le revenu maximum autorisé, la progressivité de l'impôt et les droits sociaux, l'extension de la gratuité et les services publics. André Gorz disait en 74 : « *Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous.* » Écoutons-le ! Notre mode de vie peut-il être universalisé ? Évidemment que non. Avec une croissance mondiale de 3% par an, il faudrait plus de 8 planètes Terre en 2100. Toujours plus de croissance, de travail et de consommation, ça veut dire la double exploitation de la nature et des travailleurs ; la création de besoins artificiels à grands coups de publicité ; l'obsolescence programmée de produits qui ne se réparent plus et qu'on jette au bout de quelques semaines. Et ce, alors que les ressources naturelles s'épuisent, que la biodiversité s'éteint, que les sols, l'air et l'eau sont de plus en plus pollués.

Alors posons les vraies questions : Que consommons-nous ? Que produisons-nous ? Et comment le produisons nous ? Il ne suffit pas de verdir l'économie. Aujourd'hui, plus de 50% du matériel pour l'éolien et le solaire est fabriqué en Chine, dans des conditions déplorables. Où est le progrès ? Force est de constater que le dumping social et environnemental se met lui aussi au vert. Et il y est encouragé par le mythe de la concurrence libre et non faussée qu'alimentent le FMI, l'OMC et l'Union Européenne. Allons au bout du raisonnement...

Pendant la campagne des régionales, on me demandait souvent : mais qu'est ce qui vous différencie d'Europe Écologie en matière d'environnement ? Et c'est vrai qu'on avait beaucoup de propositions en commun : sur l'agriculture paysanne, les OGM, la conditionnalité des aides... Et tant mieux ! Mais que disons nous du chemin pour y arriver ? Par exemple, nous voulons, vous et nous, relocaliser l'économie. Mais comment fait on ? Parce que le problème, c'est que les traités européens organisent la circulation des marchandises selon la seule loi du marché. Ils interdisent toute restriction ou barrière douanière. Dans ce cadre, comment on met en place un mécanisme qui permette à la fois de réduire les transports lointains et polluants, de favoriser la relocalisation, de restaurer la souveraineté alimentaire des pays du Sud, et de tirer vers le haut les droits sociaux et les normes environnementales ?

« L'écologie à l'épreuve du pouvoir », c'est aussi avoir le courage et la cohérence politiques de dire aux citoyens comment nous allons mettre en œuvre nos propositions quand nous y serons, au pouvoir. Et que concrètement, sur la relocalisation, mais aussi sur la directive services ou le contrôle des capitaux et la lutte contre les paradis fiscaux, nos propositions sont interdites par le traité de fonctionnement de l'UE. Que ferons nous une fois au pouvoir en 2012 ? Au PG, nous le disons clairement : un gouvernement de gauche devra refuser les directives qui sont contraires à l'intérêt général et détruisent le bien commun. Il y a des situations où la désobéissance devient un devoir. Nous pouvons, *nous devons* résister, exercer notre droit de retrait et construire du droit national respectueux de la souveraineté populaire et légitime, lui. Car faut-il rappeler que le peuple français, en 2005, n'a pas voté pour cette Europe là ? Et nous ne serons pas isolés dans ce combat ! Les mouvements sociaux résistent déjà, eux, un peu partout en Europe, et l'exemple de la France pourrait bien ouvrir la voie vers un Traité qui permette enfin de construire l'Europe écologique et sociale que nous voulons.

Il faut avoir le courage, aussi, de dire ce que font l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, qui imposent aux pays de démanteler leurs services publics, de réduire le nombre de fonctionnaires et de privilégier les monocultures destinés à l'export... Et quand les migrants ruinés arrivent chez nous, l'Europe forteresse se charge de les renvoyer chez eux. Elle est où, la mondialisation heureuse ? Et l'Europe qui protège ?

Autre point de débat : les services publics. L'UE n'est pas franchement pour, il n'y a qu'à voir les directives successives sur la libéralisation de la poste, de l'énergie, ou du rail. Mais que quelqu'un m'explique comment mettre en place une véritable transition énergétique si on doit la confier au privé ? La sortie du nucléaire, le scénario Negawatt et le facteur 4, ça nécessite des politiques publiques avec des moyens forts, avec un pôle public de l'énergie. Ça nécessite d'agir sur le long terme, avec le souci de l'intérêt général et non de faire des profits. Nous ne disons pas autre chose, au PG, lorsque nous parlons de planification écologique. Je sais que ce mot en hérisse certains, et pourtant. Face à l'ampleur de la tâche, on a bien besoin d'un échelon national qui recense les initiatives locales, fixe un cadre démocratique, impulse le débat, planifie, pilote et suit la mise en œuvre des actions. Soyons clairs, le rôle de l'État n'est pas de décider de ce qui est bien pour tous, mais de garantir les valeurs de l'égalité républicaine et de donner à chacun la possibilité d'avoir le choix.

Voilà pour un rapide tour d'horizon de nos combats communs et de nos divergences, comme j'y étais invitée. J'ai peu parlé, au fond, de stratégie pour 2012. Mais notre stratégie est claire, elle l'a toujours été et n'a pas varié depuis la création du Parti de Gauche. Nous voulons changer la donne à gauche, battre la droite et changer radicalement de société.

Il ne vous a pas échappé que nous avons, avec nos camarades du Parti Communiste et de la Gauche Unitaire, construit le Front de Gauche, qui s'est élargi à d'autres mouvements aux régionales dans une stratégie d'autonomie au premier tour, et de rassemblement de la gauche au second pour couper la route à la droite. En ce qui concerne la participation aux exécutifs, nous avons fait des choix différents. Si nous n'y sommes pas allés, au PG, comme en Ile de France ou en Rhône Alpes, ce n'est pas par idéologie sectaire ou butée, mais parce que nous avons estimé que les conditions politiques n'étaient pas réunies pour mettre en œuvre nos propositions, comme nous nous y étions engagés devant les électeurs. Quant à nos listes du Front de Gauche, elles ont toujours été ouvertes à des candidats syndicalistes, associatifs, citoyens engagés. Avec peut être moins de visibilité que celles d'Europe Écologie. Mais avec sincérité et conviction.

Nous sommes prêts, pour ce qui nous concerne, à travailler à un programme de gouvernement avec toutes celles et ceux qui veulent porter un véritable projet de transformation écologique et sociale, et sont prêts à l'assumer jusqu'au bout. Ce qui implique, car les mots ont un sens, que nous portions une écologie de transformation, et non d'accompagnement dont on voit aujourd'hui avec le Grenelle où elle nous mène. Notre objectif n'est ni de culpabiliser individuellement les gens, ni d'attendre le grand soir de la transformation. Mais s'il est juste que chacun doit modifier ses comportements, il faut aussi un changement de système. Les changements individuels ne suffiront pas face au défi écologique. Nous sommes donc prêts à travailler avec avec toutes celles et ceux qui pensent sincèrement qu'il faut décoloniser notre imaginaire et que l'horizon indépassable du capitalisme est une fable destinée à endormir les esprits.

Mais soyons clairs, pour toutes ces raisons, nous ne participerons pas à une alliance avec le centre. Nous ne participerons pas aux primaires du PS; Nous ne croyons pas à la volonté, ni à la capacité, des socio-libéraux à combattre le capitalisme et à changer radicalement la société. Et nous ne ferons pas un programme de gouvernement avec D Strauss Kahn, qui orchestre aujourd'hui les politiques d'austérité du FMI. Nous ne voulons pas d'une alliance de façade. Nous voulons gagner ET avoir raison. Nous pouvons construire une majorité dans ce pays, surtout dans le contexte d'effondrement actuel, sans en rabattre sur nos convictions politiques.

Et puisqu'on débat de 2012... Je n'étais pas bien vieille à l'époque, je l'admets, mais en 1974, René Dumont déclarait entre les deux tours des présidentielles : *nous avons affirmé une position politique résolument anticapitaliste (...) nous sommes en train de politiser le mouvement écologiste en lui donnant une orientation politique définie ; cette orientation, elle se situe à gauche.*¹

Une dernière chose. Dans le texte de présentation de ce débat, il est écrit alternance. C'est une alternative qu'il nous faut viser. Le choix des militant-e-s des Verts et d'Europe Écologie sera déterminant. Pour la gauche, pour le peuple, et pour l'écologie.

1 <http://www.ina.fr/politique/elections/video/CAF92006389/rene-dumont.fr.html>